

# RAPPORTO ANNUALE 2019





# INTRODUCTION: RÉFLEXIONS SUR UN AN DE TRAVAIL

2019 a été une année tragique pour CISP. Le 10 mars, dans le crash du vol 302 d'Ethiopian Airlines, nous avons perdu **Paolo Dieci**, le **président du CISP**, un de ses fondateurs, un collègue d'une capacité extraordinaire et pour beaucoup d'entre nous un grand ami.

Il s'agit d'une perte irrémédiable pour tout le monde de la coopération italienne et internationale, qui a été douloureusement ressentie même pendant la crise COVID 19, qui s'est produite dans les premiers mois de 2020.

Ce rapport décrit donc les activités de notre organisation en 2019 et l'effort pour assurer l'efficacité des programmes, le fonctionnement de la structure organisationnelle, la qualité de notre action dans des circonstances tragiques et extraordinaires.

Comme le veut la tradition, ce rapport retrace les activités et les programmes sous l'angle des 13 priorités de la Déclaration d'intention que le CISP a élaborée à l'issue d'un travail commun sous la direction de Paolo. Il s'agit d'un document clé de notre organisation qui décrit l'engagement du CISP envers les ODD.

---

De nombreux changements importants se sont produits dans les contextes dans lesquels nous opérons et ceux-ci ont influencé notre travail ou représenteront le cadre de nos interventions dans les années à venir. Sans prétendre à l'exhaustivité, il nous semble important d'en identifier quelques uns:

- L'année 2019 a malheureusement confirmé la tendance à l'instabilité croissante et à la multiplication des crises liées aux conflits et à la fragilité des institutions publiques dans de nombreux pays. Par exemple, notre monde est caractérisé par un nombre croissant de personnes déplacées et de réfugiés (le plus important depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale). C'est un signe des conflits dans les pays d'origine et en même temps un élément de crise pour les perspectives de développement des pays de destination et de transit, qui se superpose souvent à des phénomènes migratoires plus larges et aux crises de plus en plus graves déclenchées par le changement climatique en cours. Tout cela se passe dans un contexte de crise croissante de la légitimité du multilatéralisme, des institutions internationales et du droit international lui-même. Pour le CISP, intervenir au Venezuela, au Moyen-Orient ou au Sahel, par exemple, signifie faire face à ces crises en essayant de garantir une aide humanitaire, mais aussi des programmes de développement là où il y a de la place pour les promouvoir.
- En mai, le nouveau Parlement européen a été élu, qui a à son tour voté en novembre pour la **nouvelle présidente de la Commission européenne**, Ursula von der Leyen, dont le mandat durera de 2019 à 2024. L'Agenda du Président, présenté dans le document "Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024", identifie parmi ses six points qualificatifs, le "**Green Deal**" européen, le renforcement des actions européennes pour une Europe durable et "climatiquement neutre", donne une nouvelle importance à la coopération internationale en renforçant le lien entre l'Agenda de la politique étrangère européenne et celle interne de l'Europe, également en termes de sécurité.

## VIA FERRATA PAOLO DIECI

### TEHNIČKI OPIS

Via Ferrata Paolo Dieci kreće grebenom, te dalje nastavlja preko vertikalnih ploča sa jednim prevjesnim dijelom.

- dužina - 200 m
- visinska razlika - 150 m
- ocjena - B/C
- fizička zahtjevnost - 3/5
- tehnička ocjena - 4/5
- ekspozitornost - 4/5

### NAPOMBENA

Via Ferrata je predviđena samo za penjanje, te istom je zabranjeno vraćanje nazad.

Nastavak Via Ferrate je označena planinarska staza dužine 2,5 km predviđena za povratak na početnu tačku.

### UPOZORENJE

Penjanje Via Ferratom je isključivo na vlastitu odgovornost uz upotrebu propisane opreme.

Za manje iskusnije penjače preporučujemo da penjanjem Via Ferratom rade uz stručnog vodiča.

### TECHNICAL DESCRIPTION

Via Ferrata Paolo Dieci starts along the ridge, and continues over the vertical slabs with one overhanging part.

- length - 200 m
- height difference - 150m
- evaluation - B/C
- physical demand - 3/5
- technical assesment - 4/5
- exposure - 4/5

### NOTE

Via Ferrata is intended only for climbing, and it is forbidden to descent.

A 2.5 km marked hiking trail is intended to lead you to the starting point.

### WARNING

Climbing the Via Ferrata is solely at your own risk with the use of prescribed set.

For less experienced climbers, we recommend that you climb Via Ferrata under the supervision of professional guide.



Cet accent suggère une voie vers une plus grande cohérence politique, qui a été préconisée par les ONG depuis de nombreuses années. L'attention des citoyens et de la société civile sera cruciale pour garantir que la quantité et l'utilisation des ressources soient cohérentes avec la priorité du développement durable de l'Europe et des pays partenaires et ne soient pas exclusivement axées à court terme sur la sécurité et les intérêts nationaux.

Le soutien, au moins programmatique, à l'établissement de couloirs humanitaires pour les réfugiés est une innovation positive et la présence à l'ordre du jour de l'idée d'une politique commune d'asile contraste certainement avec le climat politique de nombreux pays européens en matière de migration et d'asile: plus de 1000 personnes (à notre connaissance) sont mortes en mer Méditerranée depuis le 1er janvier (Source ISMU), mais en Italie, cela n'arrête pas la campagne d'accusations contre les ONG de coopération internationale et d'urgence, parmi lesquelles celles qui sauvent les migrants en mer; et contre les organisations du tiers secteur engagées en Italie dans l'accueil des réfugiés et des migrants.

- Au sein de la nouvelle Commission européenne, les responsabilités du Commissaire au Développement ont été reprises par la Commissaire aux alliances et partenariats internationaux, Jutta Urpilainen. Le nouveau nom souligne la nécessité d'un changement radical dans les relations entre les pays donateurs du Nord et les pays bénéficiaires du Sud en mettant l'accent sur une relation plus égale entre les pays et en insistant, par conséquent, sur le thème des partenariats pour le développement. Ses priorités sont importantes: l'élaboration d'une stratégie globale pour l'Afrique, l'égalité des sexes et l'inclusion de la société civile. Dans ce même contexte il faut lire le lancement des importantes négociations post-Cotonou entre l'Union européenne et les 79 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), en vue de parvenir à un nouvel accord en 2020, de renouveler le partenariat et de le rendre cohérent avec l'Agenda 2030 et les accords de Paris sur le climat.

L'idée que la coopération doit être considérée comme un instrument permettant de soutenir et de renforcer les dynamiques et les processus de développement local est désormais claire pour tous.

Par exemple, 2019 a été l'année du lancement de l'**AFCFTA, la zone de libre-échange continentale africaine**, signée par 54 États, qui a le potentiel de promouvoir le plus grand marché commun du monde en réduisant le poids énorme des droits de douane qui limitent les échanges économiques entre les États africains et donc en renforçant ainsi la dynamique du développement endogène.

- En Italie, l'application de la loi 125/2014 sur la coopération internationale se heurte encore à de nombreux obstacles, tout comme l'engagement de mobiliser 0,7 % du revenu national brut pour l'aide au développement et d'allouer 0,15 % aux pays les moins avancés. La loi de finances pour 2019 a inversé une tendance à l'augmentation des ressources qui avaient été consolidées de 2013 à 2017 et a fixé une tendance à la baisse pour les trois prochaines années.

Dans le cadre d'une analyse complexe avec des lumières et des ombres, la question même de la "stabilité des ressources" consacrées par l'Italie aux l'APS est soulevée par le **CAD (Comité d'aide au développement)** de l'OCDE, dans l'examen par les pairs publié le 17 novembre 2019, comme un point critique de la politique italienne de coopération au développement, ainsi que celle du manque de cohérence entre les politiques de coopération et celles relatives aux migrations.

- La relation traditionnelle et consolidée avec la société civile et un partenariat multipartite est réaffirmée et confirmée par la participation des réseaux d'ONG, dont LINK, à des événements internationaux importants, tels que le sommet des Nations unies sur le changement climatique en septembre 2019. Il s'agissait d'une participation menée en dialogue avec les institutions italiennes de coopération internationale qui va dans le sens d'une coprogrammation et d'une co-planification de la coopération au développement et des interventions d'urgence.

Les grands contextes d'inégalité, de conflit, de développement et d'aide internationale constituent le cadre dans lequel opèrent les ONG telles que le CISP. **La méthode de notre action est aussi importante que le contenu des interventions.** À cet égard, nous voudrions rappeler un des thèmes chers à Paolo: **combien il est essentiel de toujours lier les analyses sur les grandes questions à l'attention des actions concrètes** qui donnent un sens au mandat du CISP.

C'est pourquoi, dans ce rapport, nous racontons l'une des nombreuses initiatives lancées pour se souvenir de lui. Nous avons pensé à une action spécifique pour recueillir le soutien des supporteurs du CISP.

Il s'agit d'un programme visant à soutenir l'accès à l'éducation des filles issues de familles à faibles moyens en Éthiopie: un pays et un thème sur lesquels Paolo a travaillé toute sa vie. Un petit espace spécifique dans ce rapport est consacré à rendre compte de cet engagement qui nous accompagnera dans les années à venir.



Enfin, il nous semble important de souligner que ce rapport est écrit au cours d'une période de crise internationale profonde causée par la pandémie de COVID-19. Cela a également eu un impact très important pour des organisations telles que le CISP. La contribution du CISP à la réponse en termes de soutien aux activités de prévention, d'assistance à la population, de soutien aux systèmes de santé, d'éducation et de production touchés par la pandémie sera clairement abordée dans le rapport de l'année prochaine. D'un point de vue organisationnel, en Italie et dans les pays où nous opérons, nous avons dû prendre des mesures extraordinaires d'organisation du travail, en adaptant nos programmes et le fonctionnement de nos bureaux. La préparation de ce rapport a dû prendre en compte ces conditions, la difficulté des voyages et des communications, la nécessité de protocoles de prévention stricts et de garanties sanitaires pour le personnel du CISP et les communautés dans lesquelles nous opérons. Dans ce cas également, le CISP a, nous semble-t-il, fait preuve d'une grande capacité de résilience et de réaction.





# UN BREF APERCU SUR LE CISP

**Le CISP est une organisation non gouvernementale (ONG) créée le 10 janvier 1983 à Rome.**

Grâce à des partenariats avec des agences internationales, des entreprises, des institutions publiques, des universités, des instituts de recherche, des associations, des ONG internationales et locales, le CISP a mis en place et réalise des projets d'aide humanitaire, de réhabilitation et de développement dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe de l'Est. En Italie et dans les pays de l'Union européenne, le CISP promeut des initiatives de politique culturelle, de promotion de la solidarité internationale et de soutien à l'inclusion sociale.

Les projets CISP sont conçus à la fois pour répondre aux besoins prioritaires et résoudre des problèmes concrets et pour identifier, formuler et consolider des politiques sectorielles spécifiques, de nature générale et en référence à des pays et des zones géographiques spécifiques. Dans notre pratique, la protection des droits de l'homme et la réponse aux besoins individuels et communautaires sont intégrées dans des stratégies opérationnelles coordonnées avec les partenaires avec lesquels nous travaillons.

Le CISP produit des publications et du matériel audiovisuel et **favorise des occasions de rencontres et d'analyses approfondies** pour **informer le public** sur les expériences de coopération les plus significatives. En outre, dans le cadre de ses programmes, il organise des événements, des séminaires, des conférences pour **l'échange d'expériences et la promotion d'innovations** et de politiques publiques intéressant les pays d'intervention. La vie organisationnelle et administrative du CISP est régie par son Statut et par un système de gestion composé de trois parties: le Manuel Administratif, le Code de Conduite et le Système de Vérification. Les états financiers annuels sont soumis à un audit par une société indépendante.

Le CISP est une association dotée de personnalité juridique, reconnue par l'État italien. Le CISP fait partie de la liste des organisations de la société civile et autres entités à but non lucratif de l'Agence italienne pour la coopération au développement, est une association inscrite au registre des personnes morales à la Préfecture de Rome (n° 752/2010), est une association inscrite au registre des organismes et associations qui exercent des activités en faveur des immigrés au Ministère du travail et des politiques sociales (A/138/2001/RM). Dans les pays tiers où il opère, il est généralement reconnu par les lois nationales.



# LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU CISP

La structure organisationnelle et l'articulation des rôles et des fonctions dans le CISP peuvent être résumées comme suit:

## **Président**

Le président du CISP est responsable de la représentation politique de l'association, de la coordination des relations avec les acteurs institutionnels et de l'exercice des activités de contrôle.

## **Directeur et représentant légal**

Le directeur est le représentant légal du CISP et est le responsable exécutif de l'association dont il coordonne la gestion.

## **Assemblée**

L'assemblée générale des membres se réunit au moins une fois par an pour délibérer sur le planning et le bilan final. Tous les trois ans, elle élit le président, le directeur, les autres membres du conseil d'administration et les commissaires aux comptes. Le président est responsable de la représentation politique de l'Association, de la coordination des relations avec les acteurs institutionnels et de l'exercice des activités de contrôle. Le directeur est le représentant légal du CISP et coordonne le contrôle de gestion.

## **Conseil de Direction**

Chaque année, le conseil d'administration définit les rôles et les responsabilités du personnel du bureau de Rome, contrôle son travail et prend des décisions d'importance générale. La coordination opérationnelle des activités est assurée par l'exécutif, auquel participent le président, le directeur et d'autres responsables nommés par le conseil d'administration.

## **Directeurs régionaux**

Les projets sont coordonnés à Rome par les Directeurs des Régions Géographiques Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Europe de l'Est et Asie, Moyen-Orient et Méditerranée, Italie et Union européenne. En plus du bureau de Rome, le CISP a d'autres bureaux régionaux en Italie et, dans les pays où il opère, des bureaux nationaux coordonnés par les représentants des pays.

## **Collaborations et affiliations**

Le CISP collabore avec d'autres organisations et participe à diverses associations et réseaux thématiques et géographiques. Parmi celles-ci: Link 2007 *Cooperation in Network* (qui fait partie du Forum permanent du troisième secteur, du Réseau pour la paix et de l'Alliance italienne pour le développement durable), Confédération européenne des ONG d'aide humanitaire et de développement (Concord), Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes (GNDR).

En 1997, le CISP, avec d'autres ONG, l'université de Pavie et d'autres instituts universitaires et de recherche, a fondé le Réseau de coopération et de développement (CDN), un réseau international d'enseignement supérieur en coopération internationale et développement humain durable, qui a donné naissance à des Masters en développement et coopération en Italie (Master CD-Pavie; Afrique, Mecohd Kenya; Amérique latine, ELACID Colombie; Népal, MICD Katmandou; Palestine, MICAD Bethléem).

# LE CISP EN CHIFFRES EN 2019

## LE CISP A RÉALISÉ

**121** PROGRAMMES > **2.289.500** BÉNÉFICIAIRES

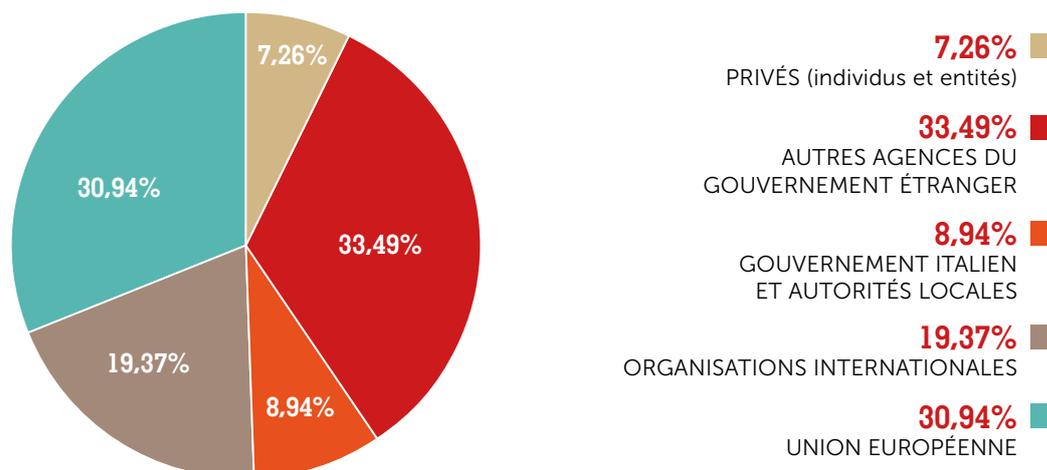
**1.214.135**  
FEMMES 

**972.140**  
HOMMES 

**414.941**  
MINEURS 

**15.472**  
HANDICAPÉS 

## D'OÙ PROVIENNENT LES FINANCEMENTS DU CISP



## 797 PERSONNES ONT COLLABORÉ AVEC LE CISP

**24** BUREAU DE ROME > **69,6%** FEMMES  **30,4%** HOMMES 

### 773 DANS LE RESTE DU MONDE

**180** CADRES > **58,8%** FEMMES  **42,2%** HOMMES 

**42** EXPATRIÉS > **61,9%** FEMMES  **38,1%** HOMMES 

# LE BILAN

## ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

<b>DÉPENSES</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
<b>1. Dépenses liées aux activités typiques</b>		
1.1 Projets financés par le MAECI - AICS	3.978.857,69	2.625.001,15
1.2 Projets financés par la CE	13.980.344,94	10.934.218,60
1.3 Projets financés par le secteur privé	2.807.660,69	1.815.664,73
1.4 Projets financés avec des contributions propres	0,00	46.984,06
1.5 Projets financés par d'autres agences gouvernementales	8.475.469,80	6.130.998,88
1.6 Projets financés par d'autres entités	15.111.074,74	23.165.868,46
<b>TOTAL DES DÉPENSES DES ACTIVITÉS TYPIQUES</b>	<b>44.353.407,86</b>	<b>44.718.735,88</b>
<b>2. Dépenses liées aux collectes de fonds</b>		
2.4 Dépenses liées aux activités de promotion ordinaires	65.058,60	
<b>TOTAL DES DÉPENSES DES COLLECTES DE FONDS</b>	<b>65.058,60</b>	<b>0,00</b>
<b>3. Dépenses liées aux activités auxiliaires</b>		
<b>TOTAL DES DÉPENSES LIÉES AUX ACTIVITÉS AUXILIAIRES</b>		
<b>4. Charges financières et patrimoniales</b>		
4.2 Charges financières	0,02	
<b>TOTAL DES DÉPENSES LIÉES AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET PATRIMONIALES</b>	<b>0,02</b>	<b>0,00</b>
<b>5. Autres charges</b>		
5.1 Autres charges	85.348,70	44.695,93
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>85.348,70</b>	<b>44.695,93</b>
<b>6. Frais généraux de soutien</b>		
6.1 Matières premières	22.388,72	20.616,20
6.2 Services	139.930,68	170.410,04
6.3 Personnel	535.635,82	524.886,88
6.4 Autres dépenses de fonctionnement	45.576,22	52.400,37
6.5 Mobilier et équipement de bureau	29.734,21	30.857,23
<b>TOTAL DES FRAIS GÉNÉRAUX DE SOUTIEN</b>	<b>773.265,65</b>	<b>799.170,72</b>
<b>RÉSULTAT DE GESTION</b>	<b>1.351,11</b>	<b>4.460,37</b>
<b>TOTAL</b>	<b>45.278.431,94</b>	<b>45.567.062,90</b>

## REVENUS

31.12.2019

31.12.2018

	31.12.2019	31.12.2018
<b>1. Revenus des activités typiques</b>		
1.1 Revenus financés par le MAE - AICS	4.047.185,51	2.799.417,03
1.2 Revenus de la CE	14.001.130,43	10.281.953,05
1.3 Revenus des particuliers	3.020.054,90	6.301.892,13
1.4 Contributions propres	47.264,01	128.759,26
1.5 Revenus provenant d'autres agences gouvernementales & UN	8.770.863,21	6.496.697,81
1.6 Revenus provenant d'autres entités	15.152.177,76	19.244.142,31
<b>TOTAL DES REVENUS DES ACTIVITÉS TYPIQUES</b>	<b>45.038.675,82</b>	<b>45.252.861,59</b>
<b>2. Recettes des collectes de fonds</b>		
2.4 Revenus des activités ordinaires de promotion	65.058,60	
<b>TOTAL DES REVENUS PROVENANT DE LA COLLECTE DE FONDS</b>	<b>65.058,60</b>	<b>0,00</b>
<b>3. Revenus des activités auxiliaires</b>		
<b>TOTAL DES REVENUS DES ACTIVITÉS AUXILIAIRES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>4. Revenus et actifs financiers</b>		
4.1 Intérêts et revenus	451,78	429,56
<b>TOTAL DES REVENUS DES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>451,78</b>	<b>429,56</b>
<b>5. Revenus divers</b>		
5.1 Revenus divers	174.245,74	313.771,75
<b>TOTAL REVENUS DIVERS</b>	<b>174.245,74</b>	<b>313.771,75</b>
<b>RÉSULTAT DE GESTION</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>45.278.431,94</b>	<b>45.567.062,90</b>

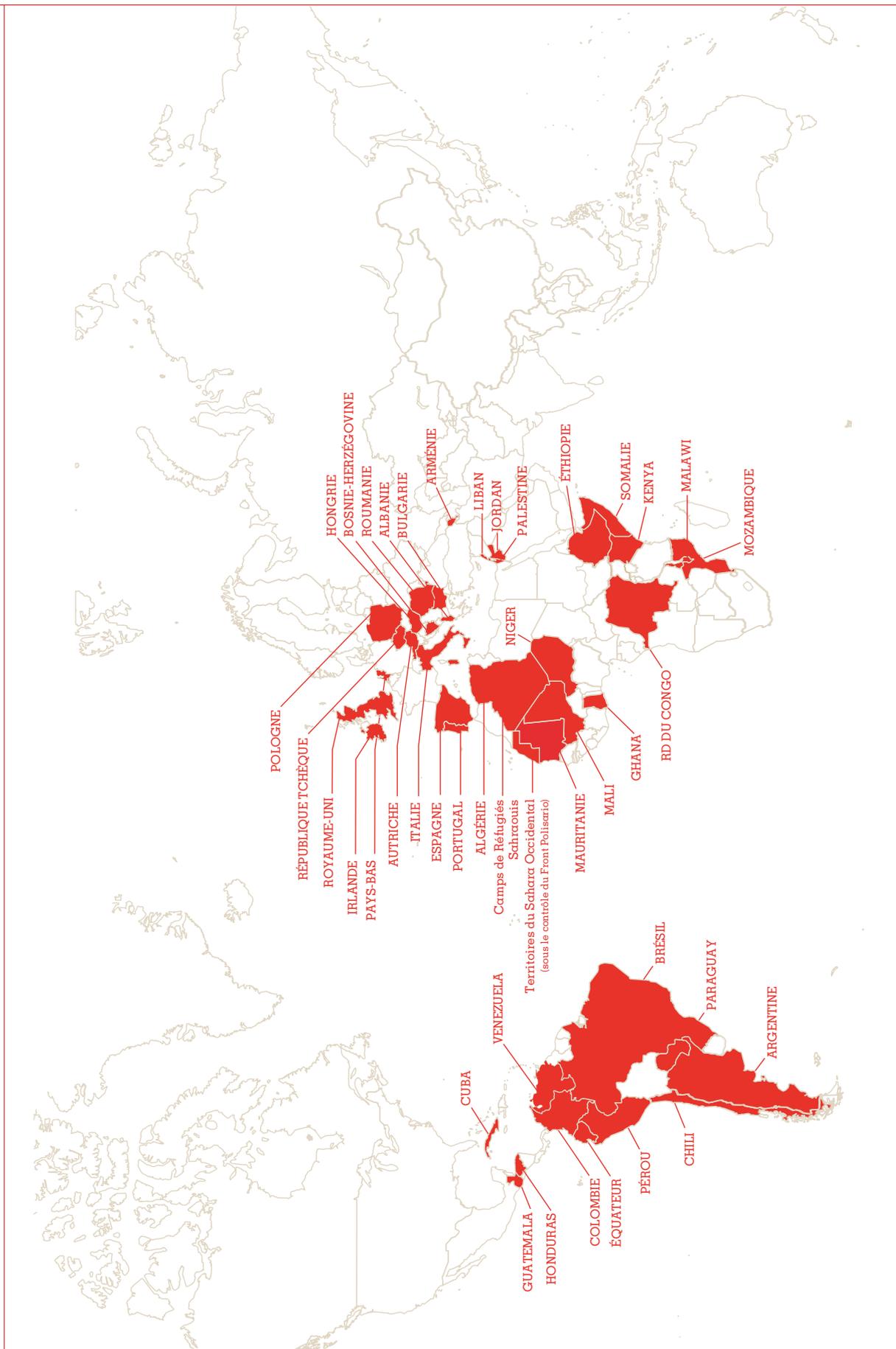




2019

**PROJETS ET ACTIVITÉS EN COURS EN 2019**

Le CISP a opéré dans 30 pays à partir de 20 bureaux de coordination. 8 de ces bureaux étaient situés dans des pays à forte fragilité



# DE LA DÉCLARATION D'INTENTION AUX STRATÉGIES OPÉRATIONNELLES

## LES PRIORITÉS DU CISP EN 2019

La déclaration d'intention du CISP "Droits, Durabilité, Changement" identifie **13 priorités générales**, associant à chacune d'elles un ou plusieurs objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 (ODD *Objectifs de Développement Durable*). L'action du CISP en 2019 a été inspirée par ces priorités.



7 ÉNERGIE PROPRE  
ET D'UN COÛT  
ABORDABLE



9 INDUSTRIE,  
INNOVATION ET  
INFRASTRUCTURE



17 PARTENARIATS  
POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS



## CONSTRUIRE DES PONTS, PROMOUVOIR LE DIALOGUE ET L'INTÉGRATION

### Afrique

Dans la plupart des programmes en Afrique, nous avons encouragé le développement de partenariats avec les institutions publiques, les universités, les ONG et les communautés locales, le secteur privé. Par exemple, nous avons développé des partenariats avec des acteurs du secteur privé en **Éthiopie** et au **Malawi** pour renforcer les chaînes de valeur dans l'agriculture et les micro, petites et moyennes entreprises. Au **Kenya**, pour des initiatives de renforcement des capacités et d'enseignement supérieur avec l'université Kenyatta et le Tangaza University College.

### Amérique latine et Caraïbes

Dans tous les pays de la région, nous avons continué à rechercher des alliances stratégiques avec les secteurs public et privé pour **relier les projets de développement communautaire aux politiques publiques inclusives**. Un exemple particulièrement réussi est celui de MESACTS, qui réunit 10 pays et plusieurs organisations internationales et de la société civile, dans le but commun de partager et de développer des politiques et des outils pour l'amélioration des compétences non techniques dans le travail, l'éducation et les programmes de réduction de la pauvreté.



### Méditerranée et Moyen-Orient

A travers un projet de voisinage multi-pays (CROSSDEV) pour la promotion du tourisme durable comme outil de développement socio-économique des territoires, nous avons commencé la construction de partenariats entre institutions publiques, opérateurs économiques et organisations de la société civile au **Liban**, en **Palestine**, en **Jordanie** et en **Italie** (Sicile). Dans les **camps de réfugiés sahraouis** et dans les **territoires du Sahara occidental** sous le contrôle du Front Polisario, le dialogue entre la population jeune et les autorités impliquées dans la mise en œuvre du plan de paix des Nations Unies est encouragé: le dialogue et les actions en faveur des jeunes sont essentiels pour la stabilité et la lutte contre l'extrémisme.

### Europe de l'Est et Asie

Dans les Balkans, en particulier en **Bosnie-Herzégovine**, en **Albanie**, en **Serbie** et, dans le Caucase en **Arménie**, le CISP a poursuivi son engagement à promouvoir la coopération dans les pays et entre les pays de la région et les pays membres de l'Union européenne: a encouragé les partenariats entre les entités publiques, les entités privées et de la société civile pour stimuler le développement territorial, valoriser les ressources naturelles et promouvoir la culture et l'art comme outil de croissance collective durable. Un partenariat a également été créé avec des associations de la société civile actives dans le secteur culturel en Italie, en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et en Serbie.



1 PAS DE PAUVRETÉ



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



## JUSTICE SOCIALE ET INCLUSION

### Afrique

En Afrique, les interventions sont généralement axées sur la réduction des inégalités économiques et sociales croissantes. Nous avons mené des interventions dans des régions marginales et particulièrement fragiles, comme par exemple en **Mauritanie** dans la région du Hodh el Chargui à l'Est du pays, dans



la région Somali en **Ethiopie**, dans les zones semi-arides du Nord-Est du **Kenya** ou du Nord du **Niger**, dans les zones rurales marginales du Kasai en **République démocratique du Congo (RDC)**. Nous avons spécifiquement soutenu les populations urbaines marginales, en particulier en **Somalie**, au **Niger** et au **Kenya** avec des programmes visant à promouvoir l'inclusion et les possibilités de revenus et de formation.

### Amérique latine et Caraïbes

Au niveau continental, nous avons activement soutenu la définition et l'approbation de politiques publiques sensibles aux questions d'inclusion de la justice sociale. En **Colombie** et en **Équateur**, nous avons renforcé la capacité des communautés locales à faire entendre leur voix par le biais de processus de plaidoyer et de contrôle de la mise en œuvre des politiques sociales.

### Méditerranée et Moyen-Orient

Les actions en **Palestine** (Jérusalem-Est) visent à renforcer la résilience des communautés palestiniennes, à préserver le caractère palestinien de Jérusalem-Est en vue de promouvoir l'inclusion sociale et la coexistence pacifique.



3 BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION  
DE QUALITÉ



6 EAU PROPRE ET  
ASSAINISSEMENT



12 CONSOMMATION  
ET PRODUCTION  
RESPONSABLES



## ACCÈS À DES SERVICES DE QUALITÉ

### Afrique

Les interventions visant à promouvoir l'accès aux services de base ont continué à caractériser l'action du CISP dans de nombreux pays de la région. Par exemple en **Somalie** et en **Éthiopie** (dans le domaine de l'éducation de base et de la santé de base), au **Niger** et en **RDC** (prévention et traitement de la malnutrition), en **Éthiopie** et au **Niger** (accès à l'eau et à l'assainissement), au **Kenya** et en **Somalie** (assistance et protection des enfants).

### Amérique latine et Caraïbes

Au niveau continental, nous avons travaillé au renforcement des politiques de soutien aux compétences non techniques, qui sont des conditions essentielles pour aider les personnes à sortir de la pauvreté extrême. En **Colombie**, nous avons travaillé à l'amélioration de l'éducation et des services aux petites entreprises. Au **Guatemala** et au **Honduras**, nous avons travaillé à l'amélioration des services destinés aux populations indigènes et aux personnes handicapées. Nous avons renforcé les interventions visant à améliorer l'accès à des services de qualité pour la production agricole à **Cuba**, en **Colombie** et au **Guatemala**. Le secteur culturel et sa relation avec le développement local a fait l'objet d'un grand engagement au cours de l'année.

### Méditerranée et Moyen-Orient

En **Palestine** (Cisjordanie, bande de Gaza et Jérusalem-Est), nous mettons en œuvre des projets visant à promouvoir l'accès à un enseignement préscolaire, primaire et secondaire de qualité, en particulier pour les enfants et les jeunes les plus vulnérables. Nous avons encouragé des actions visant à inclure les femmes et les hommes dans des plans de formation professionnelle compatibles avec la dynamique du marché du travail en éliminant les inégalités entre les sexes. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, nous améliorons les infrastructures sanitaires de base pour les communautés les plus fragiles.



SP  
INTERNATIONAL  
PRO DESIGN

CISP



et nous soutenons les organisations sanitaires palestiniennes pour faire face aux urgences sanitaires. Au **Liban** et en **Palestine**, nous avons poursuivi les interventions WASH (*Water and Sanitation*) pour assurer l'accès à l'eau potable et réduire le nombre de personnes souffrant du manque de disponibilité de cette ressource, en participant à la réponse internationale à la crise syrienne, notamment en ce qui concerne les réfugiés syriens au Liban. Nous avons également renforcé la participation des communautés locales à la gestion durable des infrastructures d'eau et d'assainissement.

Dans les **camps de réfugiés sahraouis** en **Algérie**, nous avons travaillé à l'amélioration des conditions de vie par l'accès à l'éducation de base, l'amélioration des conditions de logement et le développement des possibilités de revenus. Dans ces domaines, nous avons encouragé le développement de compétences techniques par les institutions locales. Dans les **Territoires du Sahara occidental sous le contrôle du Front Polisario**, nous avons étendu les actions de soutien à l'accès des enfants aux services scolaires, y compris la réhabilitation et le soutien aux activités de production de fruits et légumes à petite échelle.

### **L'Italie et l'Union européenne**

En 2019, conformément à l'objectif 4.7, nous avons poursuivi et renforcé les actions visant à promouvoir une éducation de qualité. En particulier, nous avons travaillé à l'inclusion des thèmes de l'Agenda 2030 et de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECG) dans les programmes, les méthodologies d'enseignement et les environnements d'apprentissage scolaire en **Italie**, au **Portugal**, en **Espagne**, en **Autriche**, aux **Pays-Bas**, au **Royaume-Uni**, en **Irlande**, en **Pologne**, en **Roumanie**, en **Bulgarie**, en **République Tchèque**, en **Hongrie** et au **Royaume-Uni**.

Nous avons promu les outils d'enseignement et d'évaluation des actions de l'ECG dans les écoles et assuré la formation des enseignants. Nous avons poursuivi notre engagement en faveur de l'enseignement supérieur dans le domaine du développement humain et de la coopération. Nous avons mis en œuvre des interventions pour lutter contre la pauvreté éducative et promouvoir des écoles ouvertes et participatives pour la prévention des difficultés grâce à des partenariats avec des associations et des coopératives locales).



## ASSURER L'ÉGALITÉ DES CHANCES

### Afrique

Au **Kenya**, nous avons lancé un vaste programme visant à développer les possibilités d'emploi et de revenus pour les populations vulnérables des zones semi-arides du nord-est du pays. En **Éthiopie**, nous avons poursuivi nos efforts pour promouvoir l'emploi des groupes marginaux et en particulier des jeunes grâce à un lien étroit entre le développement des possibilités de formation et la dynamique du marché du travail. Au **Niger**, en **Somalie** et au **Kenya**, nous avons poursuivi nos efforts pour développer des opportunités innovantes de revenus et d'emploi dans le cadre du développement de petites entreprises liées à la culture et au tourisme. Au **Malawi**, nous avons poursuivi et renforcé notre engagement en faveur du développement de possibilités d'emploi intéressantes dans la chaîne de valeur du riz, notamment par le renforcement des possibilités d'accès au crédit.

### Amérique latine et Caraïbes

En **Équateur**, nous avons développé des actions visant à assurer l'égalité et l'amélioration des chances des femmes dans la province de Manabí, un territoire victime du tremblement de terre et où les femmes ont un rôle très important dans la rédemption sociale et économique. Au **Guatemala**, nous avons lancé des initiatives visant à ouvrir des perspectives aux personnes handicapées.

### Méditerranée et Moyen-Orient

Dans la zone méditerranéenne (**Palestine**, **Liban**, **Jordanie**, **Italie-Sicile**) nous avons lancé une intervention pour promouvoir l'emploi et les activités économiques liées au tourisme durable dans les zones les plus défavorisées mais avec un potentiel d'attraction touristique inexploité.

### Europe de l'Est et Asie

Dans les Balkans, le CISP a continué de promouvoir des actions de soutien aux activités de production, à l'esprit d'entreprise, à la créativité et à l'innovation, ainsi qu'à la formation professionnelle, en normalisation et croissance des micro, petites et moyennes entreprises, notamment grâce à l'accès aux services financiers. Grâce à une assistance technique qualifiée, à la formation et à l'échange de bonnes pratiques, de nouvelles possibilités d'études, d'apprentissage et de développement professionnel ont été créées pour les jeunes, les associations et les fonctionnaires de **Bosnie-Herzégovine** et d'**Albanie**.





1 PAS DE PAUVRETÉ



2 FAIM «ZÉRO»



## GARANTIR LE DROIT À LA PROTECTION HUMANITAIRE

### Afrique

En 2019, nous avons poursuivi notre engagement à assurer l'aide humanitaire dans les zones où nous sommes présents en renforçant de plus en plus le rôle des communautés et des acteurs locaux. Par exemple, nous avons fourni une assistance aux populations de personnes déplacées et de réfugiés à la suite des crises humanitaires dans la région. Ces activités ont été particulièrement importantes au **Niger** en relation avec la crise dans la région du lac Tchad et dans la zone transfrontalière avec le Mali, la **Somalie** et l'**Éthiopie** pour aider les personnes déplacées et les réfugiés à entrer et à sortir des camps. Au **Malawi**, au **Niger**, au **Mozambique**, en **RDC**, nous avons fourni une aide humanitaire et une protection aux populations touchées par des catastrophes naturelles et des crises alimentaires générées ou rendues plus violentes par le changement climatique en cours.

### Amérique latine et Caraïbes

En **Colombie** et au **Venezuela**, nous avons fourni une aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux migrants et aux familles touchées par des catastrophes naturelles, socio-naturelles ou anthropogènes. En **Équateur**, nous avons fourni une aide matérielle aux migrants du Venezuela.

### Méditerranée et Moyen-Orient

En **Algérie**, dans les **camps de réfugiés sahraouis**, nous avons renforcé notre engagement pour affirmer le rôle centrale des réfugiés dans la gestion et le suivi de l'aide humanitaire aux familles. Dans les **territoires du Sahara occidental sous le contrôle du Front Polisario**, nous avons autorisé l'aide humanitaire visant l'éducation et la production agricole aux populations exclues de l'aide standard.

Au **Liban** et en **Palestine**, nous avons mis en œuvre des actions visant à protéger les groupes les plus vulnérables tels que les réfugiés syriens au Liban (amélioration des conditions de logement et distribution de produits de première nécessité) et les communautés menacées d'expulsion en Cisjordanie (y compris les communautés bédouines de la zone C).



1 PAS DE PAUVRETÉ



2 FAIM «ZÉRO»



## SOUTIEN AUX GROUPES VULNÉRABLES ET MARGINALISÉS

### Afrique

En 2019, dans le cadre de cette priorité, nous avons renforcé notre engagement envers la population des jeunes vulnérables afin de renforcer leurs possibilités d'inclusion et d'accès à la formation et aux opportunités de revenus.

Ces actions ont été particulièrement importantes au **Kenya**, en **Somalie** et en **Éthiopie** où nous nous sommes également concentrés sur le renforcement des acteurs de la société civile locale engagés dans la promotion des droits des populations marginalisées. En **Éthiopie** même et en **Mauritanie**, nous avons poursuivi un engagement particulier en faveur des communautés pastorales.





### Amérique latine et Caraïbes

Sur l'ensemble du continent, nous avons continué à mettre en œuvre des programmes visant à soutenir les populations les plus vulnérables, telles que les victimes du conflit en **Colombie**, la population indigène handicapée au **Guatemala**, les familles touchées par le tremblement de terre en **Équateur**, les migrants du Venezuela, les familles vivant dans des zones arides et ayant des problèmes de sécurité alimentaire et de malnutrition au **Honduras** et au **Guatemala**.

### Europe de l'Est et Asie

Dans ce domaine, le CISP s'est engagé, en particulier en **Bosnie-Herzégovine**, en **Albanie** et en **Arménie**, à promouvoir l'égalité d'accès aux ressources économiques, aux services de base, à la propriété foncière et aux ressources naturelles pour les groupes marginaux.

Nous nous sommes concentrés en particulier sur le renforcement de la productivité et des revenus des petits producteurs alimentaires, l'accès aux ressources productives et aux stimuli, les connaissances techniques, les services financiers, les marchés et les opportunités qui créent de la valeur ajoutée et de l'emploi, même si non agricoles. De petits projets communautaires ont été menés en **Albanie** en faveur des communautés les plus vulnérables en raison de l'exclusion sociale et de la pauvreté.



## DÉVELOPPER L'INNOVATION ET RECHERCHER DE NOUVELLES SOLUTIONS

### Afrique

Au **Niger**, nous avons développé et testé un nouveau modèle de structure/classe pour les écoles primaires en innovant les techniques traditionnelles de construction en terre.

Au **Niger** et en **Somalie**, nous avons encouragé des actions innovantes par la mise en valeur du patrimoine culturel matériel et immatériel en tant qu'outil de promotion de la cohésion sociale et des possibilités de revenus et d'emploi. En **Somalie** et au **Kenya**, nous avons continué à développer des méthodologies de dialogue communautaire et à travailler de manière innovante sur les normes sociales communautaires comme outil de prévention de la violence sexiste.

### Amérique latine et Caraïbes

Sur tout le continent, nous avons développé des méthodologies innovantes qui permettent un plus grand impact des programmes et des politiques (soft skills, accords territoriaux). À **Cuba**, nous avons continué à mettre en œuvre des actions dans le secteur des arts et de la culture en tant que nouvelles propositions pour le développement de l'économie sociale et communautaire. En outre, nous avons mené des recherches et des expérimentations pour le développement de nouvelles techniques d'horticulture, également en collaboration avec Bioversity International (BI) et l'Association mondiale pour la biodiversité (BWA). Au **Guatemala**, nous avons introduit de nouvelles méthodologies pour les services de développement rurale et au **Honduras**, nous avons travaillé à donner des réponses innovantes au grave problème de la contamination des cours d'eau par le plastique.



## ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

### Afrique

Au **Mali**, nous avons continué à mettre en œuvre des programmes de promotion des droits des femmes en renforçant les capacités des organisations de femmes et les possibilités de mise en réseau entre les personnes et les organisations actives dans ce domaine. La prévention de la violence sexiste et la protection des victimes ont été au centre de l'action du CISP en Somalie et au Kenya par l'intégration de services d'aide aux victimes, le soutien aux processus de changement des normes sociales qui, dans de nombreux cas, au niveau communautaire, justifient et encouragent la violence et la discrimination, et des actions de plaidoyer auprès des institutions. L'autonomisation sociale et économique des femmes et des associations de femmes a été au centre de l'action du CISP dans la **Corne de l'Afrique**, en **Éthiopie**, au **Malawi**, au **Mozambique** et au **Niger**. Cela a également été réalisé par l'octroi de bourses d'études pour promouvoir l'accès à l'enseignement secondaire, universitaire et postuniversitaire.

### Amérique latine et Caraïbes

Dans toute la région, nous avons mis au point une stratégie de genre à appliquer dans les programmes et projets humanitaires et de développement en **Équateur**, nous avons continué à soutenir les associations de femmes dans la réhabilitation post-séisme.

### Méditerranée et Moyen-Orient

En **Algérie**, au **Liban** et en **Palestine**, nous avons renforcé les interventions visant à développer des services publics et des politiques de protection sociale adaptés aux besoins des femmes et nous avons encouragé la participation effective des femmes dans les domaines économique, social et institutionnel. Nous avons également mis en œuvre des interventions visant à garantir les droits d'accès à la santé sexuelle et reproductive. En Algérie, nous avons renforcé les associations nationales représentant les droits et les aspirations des femmes, en particulier celles qui sont dans le besoin et à risque de marginalisation, et nous avons encouragé le dialogue entre les institutions et les associations sur les questions d'égalité entre les sexes.

### Italie et Union européenne

En **Italie** et dans les pays de l'**Union européenne**, nous avons accordé une priorité particulière au cinquième objectif de développement durable et à ses sous-objectifs dans le cadre des initiatives d'éducation à la citoyenneté mondiale.

### Europe de l'Est et Asie

Dans tous les pays de la zone, le CISP s'engage à protéger les hommes et les femmes de toute discrimination et à garantir une participation effective et des opportunités de leadership égales pour toutes les femmes à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique, ainsi que promouvoir l'égalité des sexes en favorisant l'estime de soi et la prise de conscience.



## UN PROGRAMME DÉDIÉ À PAOLO

Soutien à l'éducation publique et à l'accès à l'éducation des filles marginalisées à Chiro, dans la région de Hararghe ouest de l'Éthiopie.

Le désavantage dont souffrent les femmes et les filles en Éthiopie est encore énorme. Les chiffres pour la région Chiro sont encore pires que les chiffres nationaux: seul un quart des étudiants qui passent les examens pour le diplôme sont des filles. Moins de 20% des étudiants passent ensuite leurs examens de fin d'études universitaires. Les raisons en sont multiples, mais la pauvreté, la discrimination des filles en matière d'investissements familiaux et le poids de la participation aux soins jouent un rôle crucial.

Nous avons dédié un témoignage à **Paolo Dieci** à l'école préparatoire Chercher (*Chercher Preparatory School*) à Chiro, en Ethiopie. C'est un lycée public qui se consacre à la préparation de l'entrée à l'université. Nous le soutenons avec l'aide de nombreux donateurs privés et avec le soutien de la chaîne télévisée La7.

D'un point de vue structurel, nous avons identifié un besoin: créer une bibliothèque en tant que lieu où les garçons et les filles aux moyens limités peuvent trouver des outils et du matériel pour l'étude et l'approfondissement.

Nous avons également commencé à créer un mécanisme de soutien pour les filles issues de familles pauvres qui éprouvent des difficultés à exercer leur droit à l'éducation dans une école publique et à se construire leurs propres possibilités d'entrer dans le monde du travail ou à l'université. Il s'agit d'un fonds destiné à soutenir, par le biais de bourses, le logement et l'entretien de ces jeunes filles et la poursuite de leurs études à l'université.





## MIGRATIONS ET DROITS DES MIGRANTS

### Afrique

Au **Niger**, au **Mali**, en **Éthiopie** et en **Somalie**, nous avons encouragé le renforcement des possibilités de développement, d'autonomisation et d'inclusion sociale et économique des jeunes dans les régions touchées par la migration irrégulière et à risque de migration. Ces actions ont été accompagnées d'initiatives visant à impliquer et à mobiliser la société civile et les communautés locales sur les questions de l'accueil, de la relation entre migration et développement et de la prévention des conflits entre les communautés d'accueil et les migrants. Nous avons également promu des initiatives de protection et d'assistance humanitaire aux migrants en transit et aux mineurs non accompagnés dans la zone sahélienne en particulier. Nous avons encouragé les possibilités de retour volontaire assisté au **Niger**, au **Mali**, en **Mauritanie**, en **RDC**, en **Somalie**, au **Kenya**, en **Éthiopie**, au **Malawi**, au **Mozambique** et au **Ghana**.

### Amérique latine et Caraïbes

Nous avons apporté une aide aux migrants du **Venezuela**, tant en **Colombie** qu'en **Équateur**. En 2019, nous avons également suivi la dynamique des migrations en provenance d'Amérique centrale, en particulier du **Honduras** et du **Nicaragua**.

### Méditerranée et Moyen-Orient

Au **Liban**, nous avons poursuivi nos interventions en faveur des réfugiés syriens et des communautés d'accueil locales, dans le cadre de la réponse internationale à la crise syrienne, en collaboration avec les agences internationales, les ONG et les autorités locales.

### Italie et Union européenne

En **Italie**, nous avons lancé des projets pour l'intégration sociale et professionnelle des migrants en collaboration avec les administrations locales. Nous avons également mené des actions de sensibilisation et d'information de l'opinion publique axées sur un récit positif de l'intégration et des actions de pédagogie antiraciste dans les écoles.





ÁREA DESCAJADO  
Y LIMPIEZA





## PROMOUVOIR LA PAIX

### Afrique

La prévention des conflits a été une question transversale dans de nombreux pays fragiles et violents dans lesquels nous opérons. Dans les pays du Sahel (**Mauritanie, Niger, Mali**) et la **Corne d'Afrique**, nous avons encouragé des actions de prévention des conflits liés aux ressources dans de nombreux programmes de promotion des revenus et des opportunités de développement local, en particulier dans les zones pastorales et les zones urbaines marginales.

### Amérique latine et Caraïbes

En **Colombie**, nous avons renforcé notre stratégie de soutien à la mise en œuvre des accords de paix en accordant une attention particulière à la dynamique de participation et d'implication des communautés dans les processus de planification et de participation démocratique, en soutenant les administrations locales et régionales dans le cadre de la stratégie de développement territorial, également comme alternative à l'économie du trafic de drogue. Nous avons renforcé les interventions de développement territorial dans les zones frontalières avec l'**Équateur**, pour construire des alternatives à l'économie informelle et illégale. En Amérique centrale, nous avons continué à soutenir et à promouvoir des initiatives qui peuvent représenter des alternatives concrètes à la violence et au trafic de drogue, en particulier pour les jeunes.

### Méditerranée et Moyen-Orient

Au **Liban**, les interventions en réponse à la crise syrienne contribuent à promouvoir l'inclusion sociale et la coexistence pacifique entre les réfugiés syriens et les communautés d'accueil libanaises.





## SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE POLITIQUES D'INCLUSION

### Afrique

Le dialogue entre les institutions locales, les communautés et les acteurs de la société civile a constitué un engagement transversal pour la plupart de nos activités. Au **Mali**, au **Kenya** et en **Somalie**, par exemple, nous avons mis en œuvre des actions de formation et de promotion du dialogue afin de favoriser la cohérence entre les politiques nationales de lutte contre la pauvreté et les processus de développement local. Dans cette perspective, l'accent mis sur la responsabilité envers les donateurs, les institutions et les communautés locales est un outil indispensable pour renforcer l'efficacité de ces actions. Par exemple, en **Éthiopie** et au **Niger**, nous avons encouragé des initiatives visant à promouvoir la participation et l'appropriation locales en améliorant la communication transparente sur l'allocation des ressources et les méthodologies d'intervention.

### Amérique latine et Caraïbes

Sur le continent, nous avons consolidé et promu des outils liés aux compétences non techniques, en soutenant la *Mesa Regional de Cooperación sobre Competencias Transversales y Socioemocionales* - MESACTS et en incluant le thème et les méthodologies développées dans de nouveaux projets pour la région. Nous avons renforcé l'action en Amérique centrale sur le thème du handicap et du développement inclusif, en particulier pour les communautés indigènes.

### Europe de l'Est et Asie

En **Bosnie-Herzégovine** et en **Albanie**, le CISP a soutenu des actions de renforcement des institutions, à tous les niveaux des États, afin qu'elles soient plus efficaces, responsables et transparentes et pour favoriser et soutenir des processus décisionnels réactifs, inclusifs, participatifs et représentatifs. Nous nous sommes concentrés sur des interventions de gestion durable et participative du territoire, des ressources naturelles et culturelles à travers la promotion de mécanismes de concertation et de participation active, valorisant les différents intérêts des secteurs public et privé et soutenant la création d'observatoires de mise en œuvre des politiques. En **Bosnie-Herzégovine**, une entité multi-acteurs a été créée qui comprend des organismes publics, des universités et des associations de la société civile, qui vise à encourager les échanges et la collaboration entre les acteurs de secteurs spécifiques tels que la recherche scientifique et l'enseignement supérieur, la gouvernance, l'environnement et tourisme durable. En **Albanie**, le CISP a contribué au renforcement de groupes de jeunes agents de développement local qui encouragent le dialogue avec les institutions et les autorités locales pour contribuer au développement durable et soutenir les groupes les plus vulnérables.





## ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Afrique

Le renforcement de la capacité des communautés locales à s'adapter au changement climatique en augmentant la résilience des communautés vulnérables a fait l'objet de nombreux programmes en **Éthiopie**, en **Mauritanie** et au **Kenya** (actions dans les régions semi-arides), au **Niger** (développement de techniques de construction traditionnelles), au **Malawi** et au **Mozambique** (prévention et adaptation aux catastrophes naturelles liées au changement climatique) en 2019. Au Kenya, nous avons encouragé une attention particulière à l'économie des zones côtières.

### Amérique latine et Caraïbes

En 2019, nous avons continué à participer activement au réseau latino-américain pour la prévention et la réduction des catastrophes. Au **Venezuela**, nous avons réalisé des projets dans le domaine du changement climatique. En Amérique centrale, nous avons élargi nos interventions dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, en renforçant les alliances avec les acteurs italiens et européens et en articulant ces actions dans des stratégies de sécurité alimentaire et de développement inclusif.

### Europe de l'Est et Asie

En 2019, l'engagement du CISP, en particulier dans les Balkans, à garantir la conservation, la restauration et l'utilisation durable des écosystèmes et de leurs services, en particulier les forêts et les montagnes, a été renforcé en favorisant la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts, en garantissant la conservation de la biodiversité et la promotion de mesures urgentes et significatives pour réduire la dégradation des habitats naturels, en mettant un terme à la perte de biodiversité également par l'intégration des valeurs des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale et locale, dans les processus de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Dans le cadre de ces actions, par exemple, le CISP a soutenu en **Bosnie-Herzégovine** la création d'une collection biologique qui sera hébergée au Musée national de Sarajevo et qui comprend: 911 échantillons de plantes et l'identification de 461 espèces et sous-espèces de la flore de la Paysage de Konjuh (Canton de Tuzla - BiH), une base de données pour gérer facilement les échantillons et la présentation de la collection via le web.





## ATTENTION AU PATRIMOINE CULTUREL

### Afrique

Nous avons continué à travailler à la promotion et à la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel en tant qu'outil d'inclusion et de cohésion sociale en **Somalie**, au **Kenya** et au **Niger**. Nous avons notamment mis l'accent sur la promotion des compétences et des possibilités de revenus pour les jeunes et les femmes en situation de vulnérabilité, l'utilisation de l'identité culturelle comme outil de dialogue et la valorisation des techniques et compétences traditionnelles pour répondre aux besoins de la population.

### Amérique latine et Caraïbes

Nous avons effectué des interventions dans le secteur culturel et artistique à **Cuba**, également pour accompagner le processus de réforme et de renforcement de l'autonomie des autorités locales qui est en train d'être déclenché par le travail de réforme constitutionnelle. Nous avons consolidé un réseau régional dans le secteur culturel, avec comme référence certaines institutions cubaines d'excellence. Nous avons continué à promouvoir la culture comme pilier de la construction et de la diffusion de la paix dans des projets en **Colombie**.

### Méditerranée et Moyen-Orient

L'intervention sur le tourisme durable en **Palestine**, au **Liban**, en **Jordanie** et en Italie (Sicile) vise à la fois à promouvoir l'emploi et le développement économique, et à valoriser et sauvegarder en même temps le patrimoine culturel et historique et les identités des territoires en soulignant les traditions communes en Méditerranée, également comme opportunité de dialogue. Parmi les interventions en **Palestine**, les projets à Jérusalem-Est visent à sauvegarder l'identité culturelle palestinienne à Jérusalem-Est, en valorisant le patrimoine culturel, aussi comme opportunité de revenus et d'inclusion.

### Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est par nature "transversal" en ce qui concerne les priorités stratégiques et, en particulier, dans la pratique du CISP, cela veut dire : **construire des ponts, promouvoir le dialogue et l'intégration; accès à des services de qualité; égalité des sexes; migration et droits des migrants; soutenir le développement de politiques inclusives**. Dans les projets d'enseignement supérieur, ces priorités ont été concrétisées par le renforcement de la collaboration et du dialogue entre les pays, la collaboration entre les institutions universitaires et les acteurs de la société civile internationale et locale, la collaboration entre les institutions universitaires publiques et privées, la participation à l'enseignement supérieur d'institutions internationales, telles que le PNUD, la FAO et l'UNESCO, le lien entre les universités, la recherche et les plans de développement territorial. En outre, l'accès à l'enseignement supérieur pour les groupes vulnérables (en fonction du sexe, du revenu, du handicap, d'autres facteurs) est favorisé par l'octroi de bourses d'études spécifiques. En 2019, nous avons renforcé le réseau de *Master del Cooperation and Development Network* (CDN - Réseau de coopération et de développement): en Italie avec l'Université de Pavie et l'Almo Collegio Borromeo; au Kenya avec l'Université Kenyatta et le Tangaza College; en Palestine avec l'Université de Bethléem; au Népal avec la *Western University*; en Colombie avec ELACID (*Escuela Latinoamericana de Cooperación Y Desarrollo*) et l'Universidad del Norte. Dans chacune de ces entités, des masters en coopération internationale ont été proposés et les relations universitaires entre les pays ont été considérablement intensifiées.

Au **Kenya**, avec le *Tangaza College* et en collaboration avec l'université Kenyatta, nous avons mis au point des cours sur le développement humain au niveau des différents diplômes (licence - master - doctorat), et nous avons offert des cours de spécialisation de courte durée aux professionnels. Nous avons également dispensé des cours de formation avancée sur la conception et l'évaluation dans le cadre de plans de renforcement des capacités pour des gouvernements locaux tels que le Bangladesh et le Soudan.







## SIÈGE À ROMA

VIA GERMANICO 198 - 00192 ROME - ITALIE  
T. +39 06 3215498 - F. +39 06 3216163 - CISP@CISP-NGO.ORG  
[WWW.CISP.NGO](http://WWW.CISP.NGO)